"Nous avons d'autres partenaires", rétorque Bujumbura après la sanction de l'UE

RFI, 15-03-2016 BurundiÂ : les autoritÃ©s relativisent la portÃ©e Ã©conomique de la dÃ©cision de l'UE L'Union europÃ©en premier donateur du Burundi, a dÃ©cidÃ© par ailleurs de suspendre son aide directe au rÃ©gime burundais du prÃ©sident Pierre Nkurunziza (photo) tout en maintenant une aide humanitaire.Un manque Ã gagner qui reprÃ©sente environ 20% du budget burundais. L'UE appelle les autoritÃ©s Ã revenir Ã la table des discussions avec l'opposition pour mettre fin aux violences.

L'Union europÃ©enne a officiellement suspendu lundi 14 mars son aide directe au rÃ©gime du prÃ©sident Pierre Nkurunziza en rÃ©ponse aux violences qui secouent le Burundi.Â Lâ€™UE Ã©tait le principal donateur du paysÂ et contribuait hauteur de 20% du budget national. Elle maintient toutefois son aide humanitaire et souhaite dÃ©velopper des projets qui bÃ©nÃ©ficient directement Ã la population sans passer par les comptes du gouvernement. Alain-AimÃ© Nyamitwe, ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res du Burundi, relativise la portÃ©e Ã©conomique de cette dÃ©cision. Â«Nous nâ€™avons pas lâ€™im que la dÃ©cision dâ€™aujourdâ€™hui va nuire irrÃ©versiblement au fonctionnement normal des institutions de la RÃ©publiqu BurundiÂ Â», martÃ¨le-t-il. Alain-AimÃ© NyamitweÂ : Â«Â Le Burundi pourra bien tenir. Les deux secteurs que vous venez dâ€™Ã©voquer [agriculture et santÃ©: NDLR] sont des secteurs qui ont connu une certaine croissance, sans nÃ©cessairemen que Ã§a dÃ©pende directement de lâ€™aide de lâ€™Union europÃ©enne. Nous avons dâ€™autres partenaires qui aident le s santÃ©.Â Â» Pour reprendre son aide, lâ€™Union europÃ©enne attend de Bujumbura Â«Â des mesures concrÃ¨tesÂ Â» nota concernant une vÃ©ritable implication dans le dialogue avec lâ€™opposition, qui est restÃ©e lettre morte depuis dÃ©cembre dernier. Mais Bujumbura campe sur ses positions et refuse toujours de dialoguer avec le CNARED [Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'Etat de droit au Burundi], quâ€™elle accuse dâ€™avoir participÃ© Ã lâ€™organisat duÂ coup dâ€™Etat manquÃ© de mai 2015. Pancrace Cimpaye, porte-parole adjoint du CNARED, est persuadÃ© que ces sanctions Ã©conomiques auront un impact rÃ©el et sont Ã mÃªme de faire plier le pouvoir de Bujumbura. Â«Â Nous allons aussi demander Ã ce que les forces de maintien de la paix qui sont dÃ©ployÃ©es en Somalie soient arrÃªtÃ©es.Â Parce que le financements de ces missions vont droit dans les poches de Pierre Nkurunziza. Câ€™est seule cette voie qui peut ramener Nkurunziza autour de la table des nÃ©gociations, qui peut mettre fin Ã la crise, Ã lâ€™escalade de violences que Nkurunziza a Ã©rigÃ© en mode de gouvernement Ã BujumburaÂ Â», a-t-il ajoutÃ©. Pancrace CimpayeÂ : Â«Â Il suffit de voir les mesures sont en train dâ€™Ãªtre prises par le ministÃ¨re des Finances : plus de formation Ã lâ€™Ã©tranger, plus de missions Ã lâ€™ ne sont pas indispensables, il y a les Ã©tudiants qui nâ€™ont plus leurs bourses dâ€™Ã©tudesâ€¦ Câ€™est tout un tas de dÃ© dÃ©montrent que les caisses sont vides.Â Â»